

20^{8^{me}} 1789.

N^o. VI.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE VRAI CITOYEN,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Tout ce qui n'est pas défendu par la loi
ne peut être empêché.

Art. 5. des Droits de l'Homme.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

NOUVELLES de Madame de Polignac,
de Monseigneur le Comte d'Artois.
— Réclamatiun de deux Citoyen du
District de Saint-Martin, Prisonnier au
Châtelet. — Réclamation des Ministres
du Roi contre la responsabilité qu'on
exige d'eux ; — autre Bastille à dé-
molir.

MADAME de polignac & monseigneur
le comte d'Artois demandent la liberté de

A

rester en France , & ils offrent au peuple François de lui faire autant de bien comme on lui fait croire qu'ils avoient voulu lui faire de mal. . . . En ce cas ils nous ferons beaucoup de bien , si le fait est vrai : mais nous n'en devons rien croire. Ce repentir ne peut qu'être simulé. . . . Les grands criminels ne paroissent se repentir souvent de leurs fautes , que pour avoir le loisir de méditer de nouveaux forfaits. Le comte d'Artois , lassé de vivre dans une cour dévote & monotone , où l'on fait la prière en commun à neuf heures du soir , pour se coucher à dix , ne peut que se trouver malheureux. Il desire d'être à Paris pour cabaler de nouveau. Aucun de ceux qui ont été assez lâche pour conspirer contre nous , contre la liberté , contre leur patrie ne doivent trouver d'asyle en France que lorsque nous aurons une bonne constitution , & que la liberté soit entièrement rétablie. Nous aurions trop à appréhender , si on leur accordoit ce qu'ils demandent. . . . Gardons-nous d'éprouver aucune pitié en leur faveur. Les traîtres n'auroient pas craint de nous immoler à leur rage & à leur ambition. Qu'espéroient-ils donc ? Sans doute qu'ils

s'imaginoient faire revivre les usages exécrables de la féodalité. Les regnes malheureux de Jean II & de Charles VI, où l'on vit, pendant près de quarante ans consécutifs, la peste, la guerre, la famine & la plus affreuse misère, doivent nous engager à ne pas perdre de vue, & à consolider cet édifice de la liberté, que nous avons si heureusement commencé.

Réclamation des ministres du roi contre la liberté de la presse, & contre la responsabilité qu'on exige d'eux.

Les ministres ne paroissent pas content de la liberté de la presse... Il n'est pas étonnant, car c'est cette liberté qui démasque aux yeux du public leur façon de penser, d'agir, & leur conduite inconséquente envers leurs concitoyens... Chacun fait l'abus qu'ils ont fait de la censure. La tyrannie avec laquelle il l'ont exercé n'offre point d'exemple. La calomnie doit être réprimé. Mais la vérité doit être respecté... La police ne doit point connoître de ces sortes de faits par elle-même ; il faut que

son secours soit réclamé par la personne lésé qui prend à partie celui qui l'a insulté.

Messieurs les ministres ne peuvent donc réclamer contre la liberté de la presse, & ils ne doivent pas être juges & parties.. L'assemblée nationale a décrété, & le roi a sanctionné que, la liberté étoit un des droits le plus précieux de l'homme, que tout citoyen étoit libre de parler, écrire & imprimer librement. Pourquoi donc cette réclamation? si ce n'est qu'ils aient envie de faire pis que le passé.

Ils réclament aussi contre la responsabilité qu'on exige d'eux de l'emploi des fonds & de l'exécution des loix... Que peut-on faire, disent-ils, pour que la responsabilité demandé, pour que cette garantie ne soit pas de la part des ministres une folle imprudence? Nous déclarons que nous ne contracteront pas untel engagement; que si l'on persiste à l'exiger au nom de la nation nous abandonnerons nos places aux hommes assez téméraires pour ne pas s'effrayer de l'empire des circonstances... Il faut plus de courage pour conserver de

pareilles places que pour les abdiquer... Sans doute qu'ils se sont trompé ; ils ont voulu dire qu'il falloit plus de courage pour les abdiquer que pour les conserver... Le refus qu'ils font de se soumettre ne peut qu'être suspect. On doit les laisser aller. Tout homme qui refuse de bien faire & de soulager sa patrie dans des temps de crise & d'agitation, n'est qu'un mauvais citoyen... Il n'est que ce seul moyen pour les forcer à bien faire.

Autre Bastille à démolir.

Tous les autres du despotisme ne sont pas encore anéantis. Le couvent des freres Ignorantins, de Marville en Lorraine, existe encore à la honte de l'humanité. Ces tigres féroces prennent plaisir à tourmenter les malheureux qu'une fatale destinée fait tomber entre leurs mains. Il n'est pas de prison plus exécrationnelle. ... Un honnête citoyen (1), qui a eu le malheur

(1) Monsieur le chevalier de la Touche fut accusé fausement d'avoir, sur la fin de mars 1784, assassiné la dame Villiers ; après quinze mois de prison son innocence fut reconnue par

d'y être enfermé pendant vingt mois ;
 s'exprime ainsi : « Quelque mal nourri que
 » l'on soit , s'en plaindre est un crime
 » grave. J'entendois , & j'ai toujours
 » entendu , à chaque instant du jour &
 » de la nuit , des malheureux crier à
 » l'assassin , on m'assomme. J'ai fais plus
 » qu'entendre , j'ai vu ces vils moines ,
 » armés de nerfs de bœufs accabler ,
 » & faire presque mourir sous les coups ,
 » des prisonniers qui se plaignoient de
 » mourir de faim. »

Tant que les actes de procédures criminelles ne seront pas publics , nous verrons toujours des injustices marqués ... C'est cette publicité qui sauveroit les citoyens de l'opprobre & de la misère. Les juges seroient forcé d'être honnêtes homme malgré eux, tout au moins plus

arrêt du parlement. Mais un mois après ses ennemis , parmi lequel se trouvoit M. le Noir lieutenant-de-police , le relégurent. Dans la crainte qu'il ne se venge dans le fond de la Lorraine , dans une société de scélérats & d'assassins ... Il regarde comme un miracle d'en être échappé.

circonspects. Les vils délateurs n'oseroient plus se montrer & l'innocence ne seroit plus opprimé.

Réclamation de deux Cioyens, du District de Saint-Martin, Prisonniers au Châtelet.

Ces deux honnêtes cioyens sont victimes d'une cabale de trente-quatre aristocrates, qui tinrent une assemblée nocturne & clandestine, à la suite d'une assemblée générale, du 23 octobre dernier, dont MM. les présidens, vice-présidens & secrétaires sont à la tête. Le fait est que MM. Bontems, Decq, anciens maître boulangers, Martin, & Duval Destains furent visiter les grains & farines, à l'Ecole-Royal militaire, par commission expresse & délibération de l'assemblée générale du district de Saint-Martin - des - Champs ; tenue le 14 octobre, & la visite faite par eux le 16.

MM. Martin & Duval Destains remarquerent la mauvaise foi du sieur Bouchor, chargé de la manutention des bleds, qui refusa de leur faire voir ses registres avant & après la visite, dont ils dresseient

un procès-verbal, qui fut imprimé par ordre du district. MM. les présidens voulurent y faire des amendemens. MM. Martin & Duval s'y opposerent & voulurent qu'il fut imprimé tel qu'il étoit ; premiere cause de haine.

Quelques jours après ils y retournerent & rapporterent les certificats ci - après.

« Extrait des registres des entrées & » sorties des bleds & farines. »

« Feuille premier , deuxieme lignes des » entrées , du 18 août 1789 , reçu de » M. Bouchot quarante-sept sacs de ma- » rons pesant 7948 livres. . . même re- » gistres feuille premier , des sorties , » seconde ligne , sans date , la suivante » étant du 27 août 1789. Ces mots à » *idem* , (M. Bouchot.) , farine prove- » nant des marons , 7854 livres.

La suite au N^o. VII.

La publicité est la sauve garde du peuple ,
Proclamation du 13 août, Signé BAILLY
MAIRE.

UDAIN DE SAINT-FERREUX, rue du Grand-Hurler,
n^o. 22, maison d'un Orfèvre , à Paris.

De l'Imp. de L.M. CELLOT, rue des Grds-Augustins.